



SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ADDUCTION  
D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT  
DE LOT-ET-GARONNE

**DÉCISION**

**Territoire de « SUD DU LOT » : Acquisition d'une partie de la parcelle  
cadastrée appartenant à la Madame  
Commune**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5212-15 concernant le fonctionnement des Syndicats Mixtes Fermés et L5211-10 relatif aux délégations de pouvoir du comité,

**Vu** l'Arrêté inter préfectoral n° 47-2022-12-27-00001 en date du 27 décembre 2022 et ses statuts applicables au 01<sup>er</sup> janvier 2023,

**Vu** le Règlement Intérieur du Syndicat EAU47 approuvé par délibération du Comité du Syndicat EAU47 n° 21\_076\_C du 25 novembre 2021. »

**Vu** la délibération n°20-043-C, n°22\_066 à 67 C puis 24\_056 à 059 C du Comité syndical installant le Comité Syndical avec l'élection du Président, des Vice-présidents et des Membres du Bureau,

**Vu** la délibération n°20-051-C du Comité syndical du 17 septembre 2020 remplacée par la délibération 21-064-C du 25 novembre 2021 déléguant les formalités relatives aux acquisitions foncières aux vice-présidents sur leur territoire,

**Vu** l'arrêté n°22-124-A de la Présidente en date du 16 décembre 2022 portant délégation à Madame Christine SATTA, Vice-Présidente territoriale, pour toutes fonctions relatives aux affaires foncières du territoire « SUD DU LOT »,

**Considérant que** dans le cadre du projet de construction d'une Station d'épuration sur la commune d' Madame a été sollicitée pour céder une emprise d'environ m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée (contenance totale <sup>2</sup>) dont elle se trouve être propriétaire, nécessaire à la réalisation de ce projet d'intérêt général,

**Considérant que**, par retour de courrier en date du 29 janvier 2025, son accord est donné pour céder au Syndicat EAU47 une emprise retenue d'environ 125m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée suivant bornage réalisé par le cabinet PANGEO CONSEIL moyennant le prix convenu de € le m<sup>2</sup>,

**Considérant que** par cette acquisition, le fonds de la parcelle cadastrée                    restant propriété de Madame                    se retrouve sans accès au domaine public, il convient de lui accorder une servitude de passage sur le chemin d'accès réalisé par EAU47.

**La Vice-Présidente,**

**e** l'acquisition d'une emprise approximative de                    m<sup>2</sup> suivant bornage réalisé par                    de la parcelle cadastrée YB 261 appartenant à Madame                    au prix convenu de                    € le m<sup>2</sup>.

**Approuve** la servitude de passage au bénéfice de Mme                    sur le chemin réalisé par EAU47 afin de desservir la parcelle                    restant sa propriété,

**Indique** que la rédaction de l'acte sera confiée à l'étude de Maître                    notaire à AIGUILLON et que les frais d'acte seront pris en charge par EAU47.

**Décide** de signer l'acte à intervenir et toutes pièces utiles à la réalisation de cette acquisition (et servitude de passage).

**Précise** que les dépenses seront prélevées sur le budget en cours,

**Dit** qu'en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du Comité Syndical.

Fait à Agen le **25/03/2025**, en deux exemplaires,  
Pour extrait conforme au registre  
La Vice-Présidente territoriale,

**Mme Christine SATTA**